## **CSA**



# de l'administration centrale Compte-rendu

A l'issue de la lecture de notre déclaration liminaire au CSA d'administration centrale du 20 octobre dernier, face à notre détermination et en réponse à notre lettre du 15 octobre (<u>Lettre SG du 15.10.25</u>) l'UNSa Justice SG AC a été entendue par la Secrétaire générale.

Après avoir rappelé son attachement au dialogue social, cette dernière a apporté les réponses suivantes à nos revendications :

#### Situation précaire des agents contractuels

L'UNSa Justice SG AC obtient l'ajout d'un point à l'ordre du jour sur les contractuels pour le CSA du 16 décembre prochain. A suivre, comptez sur nous !

#### Charte des temps de l'administration centrale

Notre organisation syndicale obtient la création d'un groupe de travail sur la charte des temps en administration centrale dont la première réunion est prévue le 20 novembre prochain.

Fidèles à nos valeurs, nous serons force de propositions et déterminés pour aboutir à une charte des temps actualisée et appliquée uniformément à l'ensemble des agents.

### Création d'astreintes numériques le week-end dans les DIR-SG



Après avoir précisé que nous n'étions pas contre les astreintes qui demeurent essentielles pour la continuité de service et que nous ne souhaitions pas bloquer le système, nous avons rappelé le manque de considération de la part du directeur du numérique à l'égard de ses agents et dénoncé ses méthodes.

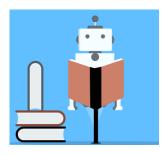
Ce dernier nous a exposé qu'il y avait eu concertation et

dialogue au préalable au sein de toutes les DIT avec les agents pour la mise en place des astreintes le week-end??... Nous avons affirmé que ce n'était pas le cas, que nos collègues s'étaient vus imposer leur participation à ce dispositif et que de surcroit, les organisations syndicales n'avaient pas été consultées.

Là encore, la Secrétaire générale a montré son grand intérêt pour le dialogue social et nous la remercions au nom de tous les agents des DIT puisque cette dernière a retiré le point à l'ordre du jour et a entériné les réunions de cadrage que nous demandions.

Ainsi, la première rencontre a été fixée au 17 novembre. L'UNSa Justice SG AC en fera sa priorité pour que ce dispositif soit le fruit d'une réflexion collective et non le fait d'un directeur qui balaie d'un revers de la main l'intérêt des agents.

Création d'une direction de programme « IA » au sein du secrétariat général Toujours en réponse à notre lettre, la Secrétaire générale est revenue sur les échanges au dernier CSA ministériel où notre organisation syndicale a souhaité et obtenu le retrait du point sur l'IA. A l'issue des échanges, elle a décidé la mise en place d'un cadre de concertation sur l'utilisation et l'impact de l'IA au sein de notre ministère.



L'administration a ainsi reconnu l'utilité de la concertation et a transmis un document en ce sens pour que la mise en place de l'IA se fasse dans les meilleures conditions possibles pour les agents via un comité de suivi avec les organisations syndicales représentatives.

La Secrétaire générale nous a indiqué que ce temps de dialogue devait être construit autour de cette direction programme avec en son sein des ressources dédiées et variées pour avancer.

L'UNSa Justice SG AC a obtenu qu'un bilan soit fait d'ici six mois sur cette direction de programme que nous souhaitons transparente et dont nous avons demandé qu'il nous soit communiqué l'ensemble des profils de postes des 17 agents qui la compose ainsi que leur lettre de mission.

#### DSJ- Création d'un bureau au sein de Portalis



**L'UNSa Justice SG AC** a salué la qualité de la présentation faite en séance par les équipes de la DSJ s'agissant de la création un bureau au sein de l'équipe Portalis ayant vocation à regrouper les pôles «Conduite du changement» et «Assistance métier» prévu pour entrer en vigueur au 1<sup>er</sup> décembre prochain.

Des formations et des revalorisations ont été annoncées pour les agents qui feront partie de ce bureau, aussi comme nous l'avons précisé, notre

organisation veillera à ce que ces annonces soient appliquées.

Paris, le 3 novembre 2025 La Secrétaire générale Sandrine DEBATS



«Soutenir et agir pour l'avenir!»

